menée avec moins grand bruit que celle qui vient d'avoir lieu à New-York, l'enquête qui va se poursuivre au Canada n'en sera pas moins féconde en excellents résultats.

UNE ENTENTE LEGALE

Deux commerçants s'étaient entendus pour ne pas vendre une marchandise au-dessous d'un certain prix; celui des deux qui vendrait au-dessous du prix convenu devait, en vertu de l'entente, payer une somme fixée d'avance à celui qui n'aurait pas manqué aux conventions établies.

L'un des deux, ayant manqué à ses engagements, s'est refusé à payer le délit.

La cause a été plaidée devant les tribunaux. Le délinquant invoquait comme défense que, l'accord intervenu étant illégal en vertu de l'acte concernant le "restraint of commerce," il n'était pas tenu de verser le montant du délit.

Le juge a décidé qu'un accord entre commerçants pour ne pas vendre une marchandise au-dessous du prix n'était pas nécessairement une combinaison en vue de restreindre le commerce, mais pouvait être un arrangement commercial légal.

Dans l'espèce, il ne pouvait s'agir de supprimer la concurrence. Deux commerçants ou deux fabricants ne sauraient par une entente semblable influencer le marché et nous partageons absolument la manière de voir du juge.

Pour qu'il y ait entente dans le sens de la loi qui frappe les combinaisons, il faudrait qu'il y ait entente entre tous les commerçants ou fabricants d'un même article ou tout au moins la majorité d'entre eux, soit dans tout le pays, soit dans une même localité. Il faudrait, en un mot, que l'entente eût une influence réelle sur le marché.

ENVOI DE FARINES AU JAPON

Charité Pratique

Le gouvernement Canadien a décidé, pour venir au secours des Japonais éprouvés par la famine, de dépenser une somme de \$25,000 à l'achat de farines de blé canadien qui seraient envoyées aux sujets du Mikado. Ces farines provenant en partie de blé du Manitoba et en partie de blé de l'Ontario seront mises en sacs de 40 lbs.; à chaque sac seront jointes des instructions en japonais sur la manière d'employer la farine pour en obtenir la meilleure qualité de pain.

A ce sujet, un de nos confrères quotidiens dit ceci:

"Comme les Japonais ne savent pas ce que c'est que le pain, chaque sac

contiendra des instructions—en japonais, bien entendu—sur la manière de faire un aliment avec la farine de blé.

"S'ils y prennent goût, eh bien, ce sera de la bonne réclame pour les farines canadiennes."

C'est une erreur de croire que les Japonais ignorent ce qu'est le pain. Il est possible que l'usage en soit peu répandu dans certaines parties de l'Empire, mais il n'en est pas moins vrai que, depuis l'exposition d'Osaka, où nos farines ont été très remarquées, nous en avons exporté une certaine quantité. Ainsi, pour l'exercice 1904-05, nous trouvons au livre bleu du Commerce et de la Navigation, une exportation de 17,113 bant's de farine de blé pour le Japon.

Il n'en reste pas moins vrai que l'envoi de petits sacs de farine avec instructions en japonais sera une excellente réclame pour nos farines et nous devons sans réserve le gouvernement d'avoir adopté ce mode de secours en faveur des Japonais nécessiteux.

LES RESERVES DES BANQUES

Le "Globe" conseille aux banques qui ont de gros fonds de réserve de convertir cette réserve en capital, en la distribuant à leurs actionnaires sous forme de nouvelles actions libérées.

"Le Canada" lui répond très sagement:

Cela leur permettrait, dit le confrère, d'augmenter le chiffre possible de leur circulation, et de se tenir ainsi au niveau des besoins croissants du pays qui progresse si rapidement.

Nous croyons le conseil du confrère bien intentionné, mais pernicieux. En fait, cette conversion de la réserve en actions aurait d'autres résultats que ce lui d'augmenter leur faculté d'émettre des billets.

Sans compter qu'elle diminuerait probablement la confiance du public, que ces grosses réserves rassurent, elle obligerait les banques à payer un dividende sur des fonds qui, actuellement ne leur coûtent rien. Elle ferait disparaître, en outre, la sécurité que ces réserves donnent aux actionnaires au point de vue — qu'il ne faut pas oublier, même en temps de prospérité — de la double responsabilité.

Un actionnaire porteur de cent actions — valeur \$10,000 au pair — de la banque Dominion, se trouve garanti contre l'éventualité d'avoir à payer de nouveau ces \$10,000, par la présence des fonds de réserve.

En lui distribuant cent nouvelles actions payées avec le fonds de réserve, sa responsabilité serait de \$20,000, et il n'aurait rien pour le garantir.

La prudence, d'ailleurs, est plutôt du côté de la pratique suivie jusqu'ici, qui

consiste à vendre les nouvelles actions à prime et à employer la prime à grossir le fonds de réserve.

EXPOSITION DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Une exposition de Produits Alimentaires Purs sera tenue à Montréal du 14 au 24 mai, au "Victoria Rink," sous les auspices de l'Association des Epicier-marchands de détail, de Montréal.

La question de l'opportunité d'une telle exposition était en discussion depuis deux mois et elle a été résolue favorablement, il y a quelques jours, grâce surtout aux efforts de M. J. A. Beaudry, le dévoué secrétaire de l'Association des Marchands-Détailliers du Canada.

Nous donnerons, dans un autre numéro, des renseignements détaillés sur cette exposition.

CANADA—ALLEMAGNE

Etant donné que le Canada est surtout un pays agricole, quel est le pays qui deviendra probablement notre meilleur client pour nos denrées? Il est hors de doute qu'en ce moment c'est la Grande-Bretagne qui tient la tête dans notre clientèle; mais il semble que les opinions diffèrent quant au pays qui doit venir ensuite.

Un bon vendeur doit savoir où il doit offrir ses marchandises le plus avantageusement. Voyons donc ce que nous pouvons attendre d'autres pays en fait de commerce: Les Etats-Unis et tous les pays d'Amérique, ainsi que les colonies Britanniques peuvent cultiver tous nos produits et à aussi bon compte que nous. La France, l'Espagne, la Russie et l'Autriche sont dans les mêmes conditions. Nous ne pouvons donc pas espérer faire un commerce d'exportation soutenu avec un quelconque des pays mentionnés plus haut, et nous devons chercher des Etats à population plus dense, qui ne peuvent pas cultiver de produits agricoles en quantité suffisante pour leurs propres besoins.

L'Allemagne, avec sa population de 60 millions d'habitants, est le pays le plus séduisant,—ainsi que la Belgique et peut-être la Norvège et la Suède.

Un commerce avec ces pays nous attirerait aussi, en outre des colons Anglais, un flux de colons de la meilleure catégorie possible, et, en même temps, une classe d'immigrants qui se formerait rapidement aux coutumes et usages des Anglais.

Tous les autres pays sont plus ou moins les rivaux du Canada en ce qui concerne les produits agricoles. C'est donc agir au mieux des intérêts du Canada que d'envoyer des représentants en Allemagne pour offrir nos produits au plus grand avantage. S'il se présente